

Pour en finir avec la « guerre aux pauvres »

Mediapart.fr

Le 14 février 2012

Contraindre les chômeurs à accepter l'offre d'emploi qu'on leur proposera après une (hypothétique) formation. Et faire adopter cette mesure par référendum. C'est la nouvelle proposition du bientôt candidat Nicolas Sarkozy, dans un entretien au Figaro Magazine paru samedi. Dans le contexte électoral, la proposition est conçue pour faire parler, voire pour choquer. Partis de gauche, syndicats, François Bayrou comme le pourtant très droitier Alain Madelin ont d'ailleurs dénoncé la mesure jugée tour à tour «*simpliste*», «*humiliante*» ou destinée à «*livrer en pâture les chômeurs*».

La sortie de Nicolas Sarkozy, abondamment relayée par les médias ce week-end, n'a donc rien de fortuit. Depuis près d'un an désormais, le gouvernement marche allègrement sur les terres du Front national et se livre à une attaque en règle contre les prétendus "assistés" de notre système social.

Il y eut (entre autres) l'assistanat décrit comme le «*cancer*» de la société française par le ministre Laurent Wauquiez, la proposition de faire faire des travaux d'intérêt général aux titulaires du RSA, de limiter l'ensemble des aides reçues par les ménages les plus pauvres à 75% du Smic ou de réserver le minimum-vieillesse aux seuls Français.

Autant d'initiatives que Mediapart consigne méthodiquement depuis un an dans notre "Buissonscope", du nom de l'idéologue de cette stratégie auprès de Nicolas Sarkozy, le conseiller de Nicolas Sarkozy Patrick Buisson.

Cette stratégie sera-t-elle payante? Cela reste à prouver. S'il peut séduire parmi les classes aisées, les classes supérieures et dans une partie de l'électorat «moyen» ou populaire, ce discours est profondément à côté de la réalité sociale, rappellent plusieurs ouvrages importants à lire en ces temps d'opprobre généralisée sur les plus pauvres.

Tous pointent la dégradation avancée de notre Etat-providence qui a laissé en plan des millions d'exclus, mais aussi l'extension générale du domaine de la précarité des travailleurs, fondement essentiel de ce «*ressentiment*» anti-assistanat sur lequel surfent les dirigeants de la majorité actuelle. Certains, heureusement, n'en restent pas à ce triste constat et dessinent des pistes de réflexion pour enrayer la progression de la pauvreté dans notre pays, et enfin raccrocher les pauvres au reste de la société. En prenant leurs distances avec les conservatismes et avec une approche simplement compassionnelle de la pauvreté, répandue à gauche.

Retrouvez les références des livres cités sous l'onglet "Prolonger"

Démonter le discours anti-assistanat. **C'est une des ambitions de *Salauds de pauvres !* petit livre de Benjamin Griveaux pour la Fondation Jean-Jaurès**, dont le titre ironique emprunte évidemment à la tirade de Jean Gabin dans la *Traversée de Paris*(1956). Un livre de combat: son auteur, conseiller général PS de Saône-et-Loire, est

chargé dans ce département (dirigé par Arnaud Montebourg) de l'économie et de l'insertion. Il est aussi membre de l'équipe de campagne de François Hollande.

Griveaux revient utilement sur les «*idées reçues*» au sujet des bénéficiaires des minima sociaux, comme Mediapart l'avait d'ailleurs fait il y a près d'un an, au lendemain des élections cantonales. Il rappelle notamment que :

- les *minima* sociaux en France sont loin d'être les plus élevés d'Europe. Les dépenses de santé, constate-t-il dans son département, grèvent parfois jusqu'à 90% des ressources des plus pauvres. «*La survie est devenu le quotidien de millions de Français*», écrit-il.
- Au contraire de ce que suggère la majorité, «*personne ne peut gagner plus en bénéficiant des aides sociales que quelqu'un qui travaille*». Quand aux aides versées par les CCAS ou les conseils généraux (transports scolaires, cantine, petite enfance etc.), elles existent mais n'ont rien de privilèges honteux.
- Loin d'être cet *eldorado* pour des étrangers en quête d'allocation comme l'affirme le FN, la France n'accorde son aide (minimum vieillesse, allocation d'invalidité et RSA) qu'aux réfugiés, aux étrangers qui ont des cartes de résident et un titre de séjour depuis au moins cinq ans.
- La fraude sociale aux prestations versées représente chaque année 3 milliards d'euros, soit 0,5% du montant total des sommes versées. Selon l'UMP, les fraudeurs ne dépassent pas 1% des assurés. Et bien souvent, il s'agit d'erreurs plus que de cas avérés de fraudes. D'ailleurs, une grande majorité de ces montants est récupérée. La fraude fiscale (celle des riches et des très riches) représente entre 25 et 30 milliards d'euros par an. Près de dix fois plus.

A ces arguments s'en rajoutent d'autres, rappelle Nicolas Duvoux, sociologue à Paris-Descartes qui publie le 23 février *Le Nouvel âge de la solidarité*(Seuil), une réflexion sur le délitement de l'Etat-providence et la nécessité de remettre la lutte contre la pauvreté au cœur des politiques sociales:

- Entre 1990 et la création du RSA en 2009, le niveau du RMI a décroché de 34% par rapport au revenu médian des Français.
- L'idée selon laquelle les pauvres se complaisent dans l'oisiveté et la paresse n'a jamais été démontrée. Les pauvres qui affirment ne vouloir travailler en aucun cas sont extrêmement peu nombreux (les études insistent au contraire sur les handicaps qu'engendre une pauvreté durable, car elle limite les ressources pour la garde des enfants, les déplacements etc)
- Contrairement aux idées reçues, des centaines de milliers de Français ne demandent pas le RSA auxquels ils ont pourtant droit — c'est le "non-recours". Seuls 450.000 personnes sur 1,5 million de bénéficiaires potentiels ont demandé à profiter du RSA-activité (le complément de revenu destiné à encourager à reprendre une activité). Par ailleurs, 30% de ceux qui pourraient toucher le RSA-socle (l'ancien RMI) ne le demandent pas. La raison? Le«*refus, de la part des travailleurs modestes, d'être identifiés à des assistés*».

Dans un ouvrage précédent, *L'Autonomie des assistés*, Nicolas Duvoux avait d'ailleurs démontré comment les bénéficiaires de minima sociaux refusent le terme d'assistés pour eux-mêmes... même s'ils l'utilisent volontiers pour les autres.

«*Au cours des années 2000*» écrit Duvoux, la stigmatisation de l'assistantat est devenu «*un élément structurant du débat politique et des représentations sociales en France*». Le «*soupçon*», dit-il, est largement partagé. Et «*les boucs-émissaires d'autant plus*

commodes qu'ils sont à quelques exceptions près, silencieux». Paradoxe de l'époque: voici donc les «victimes de l'ordre social»vus comme des privilégiés.

La pauvreté gagne du terrain. Il y a aujourd'hui 8,2 millions de pauvres — ils vivent en dessous du seuil de pauvreté, 60% du revenu médian, soit 954 euros par mois pour une personne seule; 3,5 millions de personnes touchent les minima sociaux — c'est 6 millions avec les ayants droits. «*Les niveaux de pauvreté sont redevenus équivalents à ceux du début des années 80*», écrit Duvoux. Et «*l'assistance s'étend à mesure que la pauvreté se déploie.*»

Une «*nouvelle pauvreté*» a vu le jour avec la crise de la société salariale et le chômage de masse. Du coup, en marge de l'Etat-providence, théorisé en 1945 et fondé sur le travail des salariés (et qui leur garantit en échange des droits à retraite, à couverture maladie etc.), sont apparus de nouveaux droits pour les plus démunis (RMI, Couverture maladie universelle etc.). Une foule de«*droits et de structures spécifiques*» (eau, gaz, électricité, santé, services bancaires) ont aussi émergé.

Mais ces aides, outre qu'elles créent des effets de seuil difficiles à faire accepter à ceux qui n'y ont pas droit, entretiennent le«*stigmat*» de la pauvreté, et tendent à pérenniser l'assistance. Le RMI était fait pour développer l'insertion. Le RSA avait le même but. Mais malgré quelques points positifs (le RSA a sorti 150.000 personnes de catégorie des bas salaires), les bénéficiaires de minima sociaux restent exclus de la protection sociale et sont très mal suivis par Pôle emploi. La formation continue est défailante, compromettant grandement le retour au travail.

Pendant les Trente Glorieuses, l'«*organisation sociale [était] structurée autour du partage des fruits de la croissance*». Les institutions de la Sécurité sociale devaient réduire définitivement la misère. Mais ce modèle social a pris l'eau. «*Le développement continu [de l'assistance] depuis deux décennies résulte de la décomposition des protections collectives*», écrit Duvoux.

Des réformes restrictives de l'assurance-chômage (gérée par les syndicats et le patronat), par exemple en 1993 et en 2003, précipitent des ex-chômeurs dans l'assistance. Aux marges du salariat et de la pauvreté est apparu un «*second marché du travail*», fait de petits boulots, de temps partiel, de contrats aidés et d'emplois au Smic exonérés de cotisation sociale.

«*Si une partie des classes populaires nourrit une vision critique de l'assistance, c'est qu'elle a vu ses conditions d'existence bouleversées*, écrit Nicolas Duvoux. *Un fossé, voire un antagonisme s'est ouvert entre les différentes strates du monde populaire*». La précarité, la hausse des dépenses contraintes «*a fait naître des tensions, à la lisière des seuils de l'assistance, chez ceux qui sont trop modestes pour s'en sortir mais trop riches, éventuellement de quelques euros, pour avoir droit à des prestations de solidarité*».

Ce ressentiment est souvent ethnicisé: «*les immigrés sont surreprésentés parmi les populations défavorisées, il est inévitable d'en voir un grand nombre dans les bureaux d'aide sociale ou auprès des organismes de la Sécurité sociale. Aux yeux des "petits Blancs", il s'agit d'un insupportable "privilège"*».

Le bilan n'est pas glorieux: l'assistance ne produit pas beaucoup d'autres choses que «*désarroi et humiliation*» chez ceux qui en bénéficient. Elle les relègue hors de l'emploi et suscite une aigreur dans le reste de la société. Plus que jamais, la protection sociale est aujourd'hui «*à deux vitesses*», opposant les salariés (protégés par la Sécurité sociale) aux pauvres, pris en charge par la solidarité — et aujourd'hui, par les départements, envers lesquels l'Etat se montre pingre.

«La révolution des politiques sociales n'a pas encore eu lieu, elle est pourtant plus que jamais nécessaire», estime Duvoux, partisan d'un «contrat social qui concilie l'autonomie des individus avec la solidarité nationale». Le chercheur propose plusieurs pistes, faute de quoi l'assistance ne cessera de gagner du terrain:

- une réforme de la protection sociale car l'Etat social hérité de 1945 crée d'insupportables inégalités: «au sein de la protection sociale, le décalage entre les faiblesses des minima sociaux et la générosité de l'indemnisation du chômage ou de l'assurance vieillesse oriente la distribution au détriment des jeunes générations, des moins qualifiés et des femmes avec, par surcroît, une pénalité de type ethnique pour les minorités discriminées».

- revaloriser les aides sociales — même en période de crise.

- l'abaissement du droit au RSA à 18 ans (contre 25 ans aujourd'hui) car les plus touchés par la pauvreté sont les plus jeunes (le taux de pauvreté est de 20% chez les 18-25 ans)

- «fonder le droit à la prestation sur la citoyenneté», avec des droits communs pour tous et des droits spécifiques en fonction des besoins.

- revoir le système de formation.

Benjamin Griveaux, l'élu PS de Saône-et-Loire, développe dans *Salauds de pauvres un diagnostic proche*. Il égrène notamment les statistiques: 2,4 millions de pauvres ont moins de 18 ans, 4 sur 10 moins de 25 ans. 54% sont des femmes. 700.000 personnes sont sans domicile, dont 140.000 SDF. On compte plus de trois millions de mal logés. Quatre millions de personnes vivent sans complémentaire santé. Cinq millions de personnes ont eu recours aux associations caritatives en 2010. 60% des Français craignent de devenir SDF.

Mais l'élu socialiste tance aussi le «**choix français de la pauvreté**», et les «**échecs successifs des politiques de lutte contre la pauvreté mises en place depuis plus de trente ans**» par la droite et la gauche, qui défend «trop souvent» [...] un système curatif, sans attaquer les inégalités à la racine». Lui aussi **s'en prend à notre modèle social, «profondément conservateur».**

«Les politiques de redistribution mises en place sont favorables aux anciennes générations et renforcent l'ordre social traditionnel. L'Etat prend en charge les personnes âgées et les coûts liés au vieillissement, laissant aux familles le soin d'accompagner les jeunes. En agissant ainsi, nous pénalisons les nouvelles génération, qui doivent compter sur les solidarités et les ressources familiales pour se lancer dans leur vie d'adulte». Une formidable machine à reproduire les inégalités. «Nous ne pouvons continuer plus longtemps à faire l'apologie, par conservatisme et par paresse d'un système qui a figé, puis accru, les inégalités dans notre pays», explique-t-il.

Griveaux propose que l'Etat «investisse[...] dans la lutte contre la pauvreté» et propose plusieurs «idées neuves», parfois décapantes:

- faire varier le montant des minima sociaux, en fonction du lieu de vie (car les loyers, par exemple, varient fortement)

- pour lutter contre la pauvreté héritée, doter chaque enfant pauvre d'un capital de départ (23.000 euros à la majorité) pour se lancer dans la vie. La mesure serait financée par un impôt proportionnel sur le patrimoine.

- créer un service public du crédit pour les plus modestes.

- développer le secteur de l'insertion.

- protéger l'employabilité en développant par exemple le *coaching* (sic) pour les travailleurs de longue durée.

Avec des procédés fort différents (le reportage et l'enquête sociologique), deux autres ouvrages plongent aussi dans la France des pauvres, bien loin des clichés.

«Guerre aux pauvres»

Il y a quelques années, l'auteur américain William Vollmann avait demandé à des pauvres du monde entier la raison de leur état: *«Pourquoi êtes-vous pauvre?»*. Pendant de longs mois, la journaliste Catherine Herszberg a rencontré des Français de toutes origines sociales, employés, commerçants, cadres, militaires, magistrats, médecins etc. et leur a posé une question un peu différente: *«Mais pourquoi sont-ils pauvres?»* (le titre de l'ouvrage). Une manière de sonder la grande peur de ceux qui travaillent face à la pauvreté.

De ce "voyage dans la France en crise" (parution le 1er mars), qui alterne paroles brutes et analyses de l'auteur, on retient plusieurs enseignements:

«Sur le terreau du ressentiment», légitimé au plus haut niveau, la *«guerre aux pauvres»* lancé par nos dirigeants a *«fait mouche»*. La journaliste a retrouvé la rhétorique anti-assistanat à de multiples reprises dans la bouche de ses interlocuteurs (*«dans tous les milieux, avec quelques variantes, bien sûr, selon les classes sociales»*). *«Sous l'effet de la propagande contre les assistés, qui attise le ressentiment comme réponse commune au malheur commun, il semble que les non-riches aient à leur tour fini par croire qu'épuiser les pauvres était aussi de leur intérêt.»*

Bien souvent, la pauvreté est attribuée à des causes personnelles (le caractère, l'absence de volonté, le manque de "niaque", la paresse). Les chiffres qui démentent la réalité de l'assistanat n'ont guère de prise sur ces discours.

Les classes populaires sont atomisées: *«35 années de chômage de masse ont entravé toute identité collective.»* Au lieu de tancer les excès de la finance et de la mondialisation, ceux qui travaillent et craignent pour leur avenir veulent d'abord mettre l'assistanat à distance. *«Quand les classes populaires trinquent davantage encore qu'à l'accoutumée, il n'est plus supportable que d'autres (chômeurs ou assistés) puissent toucher de l'argent de l'état sans emploi reconnu comme tel avec l'aval de l'Etat»,* dit l'auteure. *«Plus on est proche économiquement des chômeurs, plus on redoute pour soi-même, et moins on est enclin à leur trouver des circonstances atténuantes.»*

Elle aussi pointe les limites de notre système social, ou l'assistance prospère sans avoir jamais été théorisée, marquée du stigmate: *«L'assurance amarrée au travail est un droit, l'assistance cramponnée à son absence est une faute, ou tout comme.»*

Il y a trente ans, les sociologues Jean-François Laé et Numa Murard avaient raconté dans *L'Argent des pauvres* (Seuil, 1985) la pauvreté dans la cité ouvrière des Ecameaux à Elbeuf (Seine-Maritime). Une cité "transitoire": la France croyait encore qu'elle allait éradiquer les pauvres.

Récemment, ils sont revenus, en quête de leurs interlocuteurs. *Cecome-back* sociologique est raconté dans *Deux générations à la débîne*, qui vient de paraître (Bayard).

Elbeuf a perdu des usines, 3000 habitants, 45 cafés et de nombreuses boutiques. La cité a été rasée, mais les pauvres sont toujours là, disséminés dans la ville, discrets, cachés, disparus sans laisser d'adresse. La désindustrialisation a touché de plein fouet les plus qualifiés. De la culture ouvrière, il ne reste plus rien.

Quand ils ne sont pas morts, les pauvres du passé sont toujours pauvres et leurs enfants ont pris le relais. *«D'une génération à l'autre, la parentèle colle aux doigts. Plus la précarité est grande et plus la colle est forte»*. D'autres sont tombés dans la misère. *«Les héritiers de la pauvreté laborieuse devenue pauvreté assistée ont été rejoints par tous ceux que les convulsions de l'économie, au cours des décennies suivantes, ont jeté dans la débîne.»*

A leur tour, Jean-François Laé et Numa Murard constatent comment les classes populaires se fragmentent. Eux aussi ne voient qu'une issue à l'extension du domaine de la paupérisation: son urgente prise en charge. *«Si les dégâts de l'industrialisation et la peur du paupérisme ont débouché sur les noces de la République avec la Sécurité sociale, il serait normal que ce couple donne aussi toute sa mesure pour éponger les dégâts de la désindustrialisation»*.

Indispensable pour espérer recoller un jour les morceaux d'une société cassée. Mais sans doute impossible tant que les politiques s'entêteront à exploiter la rhétorique anti-assistanat, si facile, mais à mille lieux de la réalité sociale.

Mathieu Magnaudeix